

Membres en exercice : 29  
Membres présents : 25  
Membres votants : 28

Le 4 avril 2023 à vingt heures, le conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire, en salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Gurvan KERLOC'H, maire.

Envoi de la convocation le : 29 mars 2023. Publication de la convocation le : 30 mars 2023

Etaient présents :

M. Gurvan KERLOC'H, M. Georges CASTEL, M. Éric BOSSER, Mme Véronique MADEC, M. Michel COLLOREC, Mme Armelle BRARD, M. Michel VAN-PRAET, Mme Simone JOURAND, M. Michel ANSQUER, Mme Monique KERAVEC, M. Didier LOAS, M. Éric KERDRANVAT, Mme Martine LOURGOUILLOUX, M. Tony VORMS, M. Jean-François MARZIN, M. Didier GUILLON, Mme Corinne BRIANT, M. Philippe LAPORTE, Mme Agnès CALLOU, Mme Martine SCUILLER, M. Jean-Jacques COLIN, M. Daniel QUEMENER, Mme Michèle LACOUR,  
Mme Joëlle MOALIC-VERECCHIA présente de la délibération DE2023-019 à la délibération DE2023-045, a donné procuration à Mme Monique KERAVEC pour les délibérations DE2023-046 à DE2023-054  
M. Pierre-Marie BOSSER présent de la délibération DE2023-019 à la délibération DE2023-045, a donné procuration à M. Gurvan KERLOC'H pour les délibérations DE2023-046 à DE2023-054

Etaient absents :

M. Thierry MARTIN  
Mme Marie-France CAUSEUR a donné procuration à Mme Armelle BRARD  
Mme Sandrine URVOIS a donné procuration à M. Tony VORMS  
Mme Denise TAVERNIER a donné procuration à M. Michel ANSQUER

Quorum : atteint

Secrétaire de séance : M. Didier LOAS

Date de transmission au contrôle de légalité : 11 AVR. 2023

Date de publication : 11 AVR. 2023

Délibération n° 2023-042 : modification du règlement du SPANC

Rapporteur : M. Gurvan KERLOC'H

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le projet de modification du règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Les modifications proposées concernent les articles suivants :

- **Article 13-3 :**

- ✓ Introduit le contrôle de bon fonctionnement des installations l'année du 5e anniversaire de sa réalisation.
- ✓ Pour les installations avec rejet d'eaux traitées vers le milieu hydraulique superficiel : la périodicité est portée à 4,5 ans.
- ✓ Pour les copropriétés : elle est de 3 ans pour la partie commune et 9 ans pour les parties privatives.

- **Article 21** : modification et introduction de nouvelles redevances :
  - ✓ b1- redevance de premier contrôle de vérification du fonctionnement et de l'entretien Cette redevance concerne les installations neuves qui n'ont jamais été contrôlées par le SPANC ; (remplace l'ancienne redevance b1 « diagnostic » qui n'est pas utilisée)
  - ✓ b2 et b3- ajout des termes « de contrôle périodique »- redevance de contrôle périodique de vérification du fonctionnement et de l'entretien
  - ✓ b7- redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien des installations avec rejet vers le milieu hydraulique superficiel de capacité comprise entre 21 et 199 EH
  - ✓ b8- redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien des parties communes des installations des copropriétés de capacité comprise entre 21 et 199 EH
  - ✓ b9- redevance de contrôle en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation de capacité comprise entre 21 et 199 EH
  
- **Article 25** : fixe la majoration de la redevance de contrôle à 200% pour la pénalité dans le cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif ou de mauvais état de fonctionnement de cette dernière et introduit la nouvelle disposition de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique : cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de travaux sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité. Précise également le type de redevance concernée par la majoration (contrôle de l'existant, b2 et b3).
- **Article 25.1** : modification du titre (« En cas d'absence d'installation, de dysfonctionnement grave de l'installation existante ou dans le cas des ventes immobilières » : réintroduction du dernier cas
- **Article 26** : fixe la majoration de la redevance de contrôle à 200% pour la pénalité en cas d'obstacle aux missions des agents.
- **Article 30** : date d'entrée en vigueur du nouveau règlement : proposition 1<sup>er</sup> avril 2023.

Monsieur le maire souligne que la pénalité financière applicable sera égale à la redevance de contrôle périodique majorée de **200 %**.

Entendu l'exposé de M. Le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 26 voix pour et 2 voix contre, décide de :

- approuver le règlement du Spanc annexé à la présente délibération ;
- l'autoriser à transmettre la présente délibération au Président de la Communauté des Communes Pointe du Raz Cap Sizun.

Ainsi délibéré lesdits jour mois et an,

Le maire,  
Gurvan KERLOC'H



Le Secrétaire de séance,  
Didier LOAS